

Assemblée Générale des étudiant·e·s de Louvain

**DEFENDRE
INFORMER
SOUTENIR
REPRÉSENTER**

AGL

WWW.AGLOUVAIN.BE

Déclaration de politique générale

Législature 2017-2018

Conseil électif – 30 avril 2017

Sommaire

Objectifs politiques.....	6
Enseignement	6
Social.....	7
Animation.....	8
Transition écologique.....	8
Ouverture sociétale.....	9
PEPS HTM.....	10
Commission communication.....	10
Commission archives	11
Commission communautaire.....	11
Woluwe	12
Responsable multi-sites	12
Responsable des cours méta-métis	13
Responsable des formations	13
Logistique	14
Equipe.....	14

Introduction

L'Assemblée Générale des étudiant·e·s de Louvain (AGL) représente, depuis 1961, les étudiants et étudiantes de l'Université catholique de Louvain (UCL) auprès des autorités académiques et des instances politiques belges. Conformément au *Décret relatif à la participation et la représentation étudiante dans l'enseignement supérieur* de 2012, les membres de l'AGL sont chargé·e·s de plusieurs missions : représenter leurs pairs ; défendre et promouvoir leurs intérêts ; susciter leur participation afin qu'ils jouent un rôle de citoyen actif, responsable, critique et solidaire ; faire circuler l'information entre académiques et étudiant·e·s ; les former pour assurer la continuité de la représentation et de les informer de leurs droits.

Une déclaration de politique générale est le document de base de tout exécutif. Celle-ci représente le fondement de l'action du Comité AGL durant l'année académique 2017-2018. Elle s'attache, dans un premier temps, à décrire le contexte général dans lequel s'inscrit l'activité de l'AGL. Les projets pour l'année entière sont ensuite présentés de manière cohérente et approfondie. Enfin, une équipe est désignée pour mettre en œuvre le contenu de cette déclaration.

Au-delà de la vision portée par ce document qui circonscrit les actions du Comité pour l'ensemble de l'année, ce texte n'en est pas pour autant exhaustif et ne préjuge absolument pas d'événements futurs dont le Comité devra tenir compte. La direction de l'année académique 2017-2018 évoluera aussi en fonction de l'actualité et le Comité devra pouvoir s'adapter aux situations nouvelles. Ainsi, le contexte peut changer, des enjeux survenir sans que cette déclaration de politique générale ne puisse limiter l'action du Comité AGL.

Contexte

Inscrire le contexte global dans une déclaration de politique générale tient d'une vive volonté de développer une vision, ainsi que d'ancrer nos projets dans l'actualité. Nous voulons être le plus largement possible en phase avec les besoins et les enjeux étudiants. Prendre en compte le contexte est une nécessité si l'on veut avoir une action cohérente, adaptée, réfléchie et efficace. Ce contexte est double et comprend, d'une part, une situation politique générale et, d'autre part, des enjeux auxquels le Comité devra faire face. Évidemment, le contexte décrit ici sera amené à changer et le Comité aura la liberté de s'y adapter.

Etat actuel du monde

Depuis 2007, la crise économique et financière fait partie de notre quotidien et occupe une place importante dans l'esprit des médias et des politiques. Cet état de fait amène à prendre conscience que les crises mondiales recourent trois axes principaux d'ordre social, environnemental et démocratique.

Pour ce qui est des considérations sociales, les projections réalisées par l'ONG Oxfam à partir des données du Crédit suisse révèlent que le patrimoine des personnes très riches (1 %) a dépassé celui des 99% restants cette année. La tendance ne devrait pas s'améliorer d'ici 2020 puisqu'Oxfam estime que les plus aisés détiendront alors 54% des richesses mondiales. Dans ce contexte, les personnes précarisées se retrouvent marginalisées et ont un accès restreint à l'éducation, à la culture et à la santé.

L'aspect environnemental est lui aussi préoccupant puisque le réchauffement climatique et les émissions de gaz à effet de serre augmentent. Comme stipulé dans le bilan de la Cop21, la transition écologique est primordiale et cela a des conséquences sociétales non négligeables. Cependant, malgré un accord ratifié par de nombreux pays, certains d'entre-eux ne réduisent pas leurs productions de gaz à effet de serre issues des activités humaines. A son humble niveau, l'U.C.L fait preuve de bonne volonté en matière de transition écologique de part la création d'un Conseil du Développement durable au sein duquel seront représenté.e.s les étudiant.e.s.

Par ailleurs, concernant la démocratie, nous faisons face à une remise en question du modèle de représentation électorale et ce au sein de toutes les classes sociales. Il faut dire que les instances de pouvoir prenant les décisions s'éloignent des citoyens et de leurs attentes. Qui plus est, l'accent actuel est mis sur des politiques sécuritaires mettant à mal notre démocratie, bouleversant notre quotidien et nos libertés individuelles

Le cas de la Belgique

La Belgique est, elle aussi, en difficulté tant au niveau fédéral que communautaire. Sur le plan fédéral, le Gouvernement Michel applique avec véhémence les mesures d'austérité décidées au niveau européen et entérinées en interne par le biais du traité budgétaire.

Cette rigueur budgétaire a de multiples conséquences, dont voici quelques exemples: Environ 30.000 étudiant.e.s n'ont plus droit aux allocations d'insertion, le désinvestissement du réseau ferroviaire belge ce qui n'améliore pas la ponctualité des trains ni la qualité du service en général.

Les universités faisant face à un manque de moyens, de plus en plus de voix s'élèvent, réclamant l'instauration de nouveaux examens d'entrée ou une augmentation du minerval. Par ailleurs, les aides sociales et les bourses octroyées aux étudiant.e.s précarisé.e.s vont être revues

à la baisse et soumises à des critères de réussite académique, laissant sur le carreau un grand nombre de jeunes.

Côté enseignement et recherche, nous suivons avec attention la concrétisation de certains projets. Certains projets récents semblent intéressants mais nous manquons de recul pour en analyser les effets à long terme. A titre d'exemple, nous pouvons citer le développement des cours en ligne et leurs impacts sur le lien entre professeur.e.s et étudiant.e.s.

Conscient de la nécessité d'avoir un équilibre dans le budget social, nous serons vigilant afin que les aides sociales, les animations et les réductions pour les syllabi continuent d'être financés afin que chacun ait accès à un parcours étudiant et à une vie sociale de qualité.

Enfin, sur le plan urbanistique, nous comptons inclure les étudiant.e.s au projet d'extension de l'Esplanade. Concernant l'implantation du Musée de Louvain-la-Neuve à la place des sciences, il convient d'être attentif à la faisabilité de la cohabitation de celui-ci avec les différentes animations qui se déroulent à cet endroit.

Objectifs politiques

La situation politique dans laquelle le Comité travaillera l'année prochaine peut être analysée à différents niveaux : mondial d'abord, belge ensuite, universitaire enfin.

Enseignement

Améliorer la formation du personnel enseignant ainsi que celle des étudiant·e·s aspirant à travailler dans ce secteur (tout niveau d'étude confondu)

À ce jour, ce personnel est davantage chercheur que professeur. Nous souhaitons travailler avec le LLL (Louvain Learning Lab) pour œuvrer à la mise en place d'une formation pédagogique initiale obligatoire des assistant·e·s et nouveaux professeurs, et des dispositifs de formation continue pour tout le personnel enseignant. Dans cette logique, nous demandons à l'université de promouvoir des critères d'embauche des professeurs qui prennent également en compte les qualités pédagogiques. Parallèlement, nous devons rester vigilant quant à l'application de la réforme de la formation initiale des enseignant·e·s (FIE) qui modifiera le cursus de l'agrégation.

Promouvoir une évaluation plus juste et en adéquation avec la réalité de terrain

Nous devons viser à limiter l'utilisation de points négatifs (dans les QCM, par exemple) et interdire le recours à des cotes à virgules, que ce soit pour un examen ou pour une évaluation ponctuelle (pratique qui n'est plus autorisée depuis le Décret Paysage). Nous devons permettre une meilleure progression et implication de l'étudiant·e par l'évaluation continue, la formation en petits groupes, les tables de conversation et une meilleure utilisation des différents supports. L'évaluation ne doit plus être une barrière : c'est pourquoi nous voulons que toutes les mineures puissent être accessibles peu importe notre cursus de base ainsi que limiter l'utilisation de pré-requis et co-requis qui sont un moyen de trier les étudiants. De plus, nous demandons que les échanges (Erasmus et autres) ne soient octroyés sur base de critères plus larges que les seuls résultats aux examens (sur base d'une lettre de motivation ou des efforts fournis pour l'apprentissage de la langue, par exemple). Dans une logique d'accessibilité et de personnalisation du cursus, nous voulons permettre aux étudiant·e·s de repasser n'importe quel examen, qu'il soit raté ou crédité, quand il le souhaite (par exemple, passer en juin un examen raté en janvier). Notre but avoué est d'éviter la marchandisation de l'enseignement supérieur visant à conformer la formation aux besoins du marché du travail, par le biais d'une plus grande personnalisation du cursus et de l'évaluation.

Permettre aux étudiant·e·s d'avoir toujours accès aux bibliothèques et aux locaux pour leur étude

Nous devons améliorer l'accès aux bibliothèques et salles informatiques, par l'élargissement des horaires d'ouverture et par une meilleure information sur les locaux accessibles, durant la semaine, les weekends et les vacances. Pour faire face à la demande grandissante pendant le blocus, nous devons faire ouvrir un maximum de salles, bibliothèques et locaux, en engageant des jobistes, chargé·e·s de surveiller ces lieux.

Veiller à la mise en place de cours d'esprit critique et en assurer le suivi.

Nous devons continuer à finaliser la création d'un cours abordant les grands enjeux (sociaux, environnementaux, démocratiques, etc.) et le rendre accessible à tous les étudiant·e·s, ainsi que soutenir les associations étudiantes qui ont pour but de favoriser le pluralisme au sein de leurs

filières (Rethinking Economics, Nouvelle Association de Sociologues et Anthropologues, *etc.*) et encourager à la création de telles associations.

Social

Diminuer les coûts de l'enseignement universitaire

Le but final est de lutter contre toute augmentation des droits d'inscription et de tendre vers la gratuité, conformément aux obligations internationales de la Belgique (art. 13, § 2, c, du Pacte de New York). Pour cela nous envisageons la mise en place d'un minerval progressif. Pour parvenir à diminuer le coût de la vie étudiante, plusieurs combats doivent être menés. Nous devons maintenir le minerval des années allégées à 66 euros, tandis que l'UCL tente de l'augmenter. Nous souhaitons que l'université demande, à tout·e étudiant·e prenant une année supplémentaire pour finir son mémoire, un minerval égal au nombre de crédits que ce travail représente dans son cursus. Nous nous opposons fermement à la possible multiplication par trois, ou plus, des droits complémentaires des étudiant·e·s internationa·ux·les, et exigeons de revenir à l'ancien régime, dans l'attente d'obtenir l'annulation nette des droits majorés. Nous sommes contre l'augmentation du prix du plat malin, dans les restaurants universitaires, et voulons qu'il y ait deux plats végétariens différents par semaine, au prix du plat malin.

Augmenter le remboursement des frais inhérent au cursus universitaire

Dans un premier temps, nous demandons que l'UCL garantisse la totale gratuité des supports de cours pour les étudiant·e·s boursier·ère·s. Au-delà de ceci, nous voulons que l'université participe aux frais inhérents à l'étudiant, même s'il ne dispose pas d'une bourse. L'UCL doit participer dans l'achat de matériel coûteux nécessaire à certaines filières (architecture, droit par exemple).

Permettre à chaque étudiant.e le souhaitant, d'accéder à un logement étudiant à prix abordable, salubre et décent

Notre priorité sera de poursuivre la lutte contre l'insalubrité des kots UCL, en s'assurant notamment qu'un budget annuel conséquent soit toujours alloué à leur rénovation et mettant en place un système de label (kots ucl et kots privés) pour informer sur la qualité du logement. Nous devons également améliorer l'accessibilité aux kots sociaux, aux niveaux des critères d'accès et du montant des loyers qui sont toujours trop élevés. Parallèlement à cela, nous poussons l'UCL à continuer la politique de construction de kots, et veiller à en construire davantage sur les sites : cela permettra de répondre à la demande, d'anticiper la pénurie (qui revient de manière cyclique) et de rendre les kots UCL plus attractifs que ceux du privé (sur lesquels nous n'avons que peu d'emprise) : nous devons passer par une objectivation de la pénurie. Pour veiller à ces problématiques, nous devons redynamiser le Syello (Syndicat des étudiants locataires de LLN), organe créé par l'AGL.

Création d'un syndicat pour les étudiant·e·s jobistes

Cette année 2016-2017, une enquête est réalisée pour mieux cerner la situation des étudiant·e·s jobistes. Suite aux résultats, ils pourraient s'avérer utile voire nécessaire de créer un organe où ces étudiant·e·s pourraient exposer les problèmes qu'ils·elles rencontrent dans leurs jobs étudiants. Des solutions/actions pourraient ensuite être envisagées.

Animation

Soutenir l'identité spécifique de l'animation louvaniste

Notre animation possède de nombreuses facettes, ce qui est fait une grande richesse. Elle est culturelle et soutenue tant par l'UCL que par l'AGL (de part les subsides) ; elle est respectueuse du vivre-ensemble, avec les habitant·e·s ; elle est responsable. Pour cela, nous devons d'une part, maintenir le budget actuel des subsides socioculturels et l'augmenter dans la mesure du possible, ainsi que donner un maximum de visibilité à ces subsides. Pour cela, nous devons optimiser la nouvelle contrainte des justificatifs qui devront être demandés avant et/ou après chaque octroi. D'autre part, favoriser la cohésion entre étudiant·e·s et habitant·e·s, notamment par l'organisation d'événements communs (place des voisins aux 24h vélo, etc.). Enfin, continuer à soutenir les initiatives existantes en matière de guindaille responsable et réfléchir à de nouveaux canaux de communication.

Empêcher toute perturbation de l'animation

Rester vigilants quant à l'impact sur les surfaces d'animation des projets du « Martin's Hotel », près du lac et du « Musée de Louvain-la-Neuve » dans le haut de la ville (ou toute autre implantation). En effet, celles-ci pourraient avoir des conséquences néfastes, en termes d'avancement des heures de fermetures des différentes surfaces et/ou en termes de segmentarisation de l'animation à Louvain-la-Neuve. Nous nous rallions à l'animation qui ne souhaite pas voir disparaître, ou être mal remplacée, la Salle Salmigondis, qui héberge une grande partie des festivités louvanistes.

Développer une animation sur les sites de l'UCL

Afin que les sites soient intégrés à la culture de l'UCL, nous devons y développer les mêmes types d'infrastructures qu'à Louvain-la-Neuve, étant donné que leur demande est forte et récurrente. Nous soutiendrons les initiatives des sites qui souhaitent des kots à projets, des cercles et des infrastructures sportives.

Favoriser la mise d'un échevin relatif aux affaires étudiantes

Nous souhaiterions qu'un échevin aux affaires étudiantes soit nommé et ce, pour plusieurs raisons. Cet échevin aurait un temps plus important à accorder à l'animation de la ville, ce qui permettrait de soulager le travail du bourgmestre, il y aurait un meilleur dialogue et un partenariat plus efficace entre les Autorités de la ville et les étudiants. En effet, nous serions en présence d'un interlocuteur direct, cela faciliterait la mise en place des projets. L'échevin permettrait de porter l'avis des étudiants aux conseils communaux.

Transition écologique

Diminuer l'utilisation et les pertes inutiles d'énergie

Pour que l'université puisse faire face aux problématiques énergétiques, nous devons l'encourager à économiser l'énergie, notamment par l'automatisation des systèmes d'éclairage. Il est inacceptable que les auditoriums et les bâtiments restent allumés les dimanches soir jusqu'à plus de 22h, alors que personne n'en a l'utilité. Nous devons également encourager l'université à tendre vers 100% d'énergies renouvelables, comme s'est engagée à le faire l'université de Liège. Il va de soi que la sensibilisation des étudiant·e·s à ces questions fait partie de nos priorités.

Demander une politique urbanistique plus respectueuse

Le paysage change de plus en plus et sans cesse de nouvelles constructions viennent faire évoluer les villes. Nous devons promouvoir une politique urbanistique communale et de l'UCL favorable à une ville agréable aux étudiant·e·s et pas seulement orientée vers des objectifs commerciaux. Pour cela, nous devons multiplier les contacts avec les autorités communales et réfléchir ensemble à une vision pour l'avenir. Notre attention se porte tout particulièrement sur les nouvelles constructions prévues à Louvain-la-Neuve (le projet d'extension de l'Esplanade) et sur les sites (la construction du nouvel hôpital sur le site de Woluwe).

Sans cesse développer et favoriser le tri et le recyclage des déchets

Alors que partout le tri des déchets s'impose, l'UCL reste en retard. Nous voulons faire installer dans les auditoriums, les halls et les kots les structures nécessaires aux étudiant·e·s pour leur permettre de trier leurs déchets. Sur la question du recyclage, notre priorité sera de promouvoir l'utilisation du papier recyclé ou écolabel dans les imprimantes de l'UCL et des imprimeurs, tels que la DUC, en faisant en sorte que le papier recyclé soit moins cher que le classique, ce qui le rendrait plus attractif. Dans ce sens, nous devons encourager les facultés à accepter la remise de travaux et l'impression des syllabi sur papier recyclé ou écolabel. Nous souhaitons promouvoir les infrastructures de compostage, en encourageant leur multiplication et leur entretien, ainsi que toute initiative de « seconde main » (vêtements, meubles, nourriture, etc.).

Ouverture sociétale

Agir sur les questions liées aux inégalités de genre à l'université et avancer vers la pleine intégration de toutes les personnes, quel que soit leur genre

Si l'université possède une quasi proportionnalité d'hommes et de femmes en son sein, l'égalité est loin d'être atteinte. Plus nous montons les échelons de la hiérarchie, moins nous y voyons de femmes, ce qui est inacceptable au XXI^e siècle. Nous demandons donc d'augmenter la présence féminine dans le milieu académique. Nous voulons également que l'UCL acte la féminisation linguistique de son administration (diplôme, carte étudiante, contrats, etc.). L'université doit également lancer une campagne expliquant aux femmes qu'elles peuvent poursuivre leur cursus et qu'une vie étudiante n'est pas incompatible avec une vie de famille. Au sujet de la communauté LGBTQIA, nous souhaitons la soutenir dans ses démarches et porter leurs combats dans les instances où nous sommes représentés. Nous voulons qu'une personne de référence soit nommée et formée à ces questions, afin d'accompagner les étudiant·e·s qui le souhaiteraient.

Sensibiliser les étudiant·e·s au consentement sexuel ainsi que la culture du viol

Dans le prolongement du travail réalisé cette année au sein de la commission, nous continuerons notre travail de sensibilisation et de prévention au consentement sexuel et à la culture du viol. Ces deux thématiques doivent être remis à l'ordre du jour afin de combattre les comportements sexistes qui subsistent non seulement à l'université mais aussi dans des milieux étudiants et le privé. Une campagne d'affichage et des cafés-débats étant à l'heure actuelle en cours de réalisation, nous voulons approfondir la thématique et élargir le débat à toute la communauté étudiant·e, afin de lutter pour la diminution du phénomène sur les campus de l'UCL.

PEPS HTM

Pour un statut PEPS plus en phase avec la réalité

Le statut PEPS HTM doit être octroyé à tout étudiant en ayant droit. Nous demandons à l'UCL d'assumer cette responsabilité et de n'installer aucune barrière à son acquisition. Tout·e étudiant·e couvert·e par le statut doit pouvoir être suivi par un·e accompagnat·eur·rice dès le début de l'année, ce qui impose que les équipes soient formées avant celui-ci. Ledit statut doit donner accès à un kot service, ce qui contraint le Service des logements de l'UCL d'en avoir plusieurs qui soient valorisés et fonctionnels ; dans le cas où l'étudiant·e préférerait un autre type de logement, il doit être prioritaire afin de choisir celui qui répondra le mieux à ses besoins spécifiques. Ce statut doit aussi pouvoir permettre aux étudiant·e·s concernés d'avoir automatiquement accès aux parkings de l'UCL afin de résoudre les problèmes de mobilités et de pénurie de places réservées aux personnes handicapées. À cela s'ajoute la nécessité que ces étudiant·e·s puissent emprunter plus de 5 livres par bibliothèques car la plupart ne peuvent les consulter sur place.

Rendre la mobilité plus confortable et adaptée

l'UCL pourrait être une université très accessible pour les étudiant·e·s porteurs d'un handicap, d'un trouble ou d'une maladie invalidante. Cependant, d'énormes progrès doivent encore être réalisés avant de pouvoir parler d'une réelle accessibilité. Nous voulons travailler avec la ville et avec les autorités de l'UCL afin d'engager plusieurs chantiers de rénovation, d'amélioration ou de constructions d'infrastructures utiles et nécessaires : parcours podotactiles, marquages visuels au sol (sur les marches d'escaliers), plus d'ascenseurs en état de fonctionner, un meilleur entretien des plans inclinés, *etc.* Nous devons demander à l'UCL de rompre avec sa politique qui consiste à envoyer les étudiant·e·s PEPS HTM dans les lieux adaptés à leur situation plutôt qu'à adapter tous les lieux à toutes les situations particulières des étudiant.e.s de notre université.

Mieux informer et sensibiliser les étudiant.e.s

Nous devons mieux informer les étudiant.e.s au sujet dudit statut car beaucoup d'étudiant.e.s y ont droit sans savoir que ce statut existe, sans savoir qu'ils ou elles peuvent le demander et sans savoir ce qu'il implique. Nous voulons donc que l'université investisse des moyens financiers et structurels pour qu'aucun·e étudiant.e ne soit lésé·e. Parallèlement à cela, nous devons sensibiliser le public étudiant et enseignant à la réalité des personnes reprises sous ce statut afin d'aller vers plus de compréhension et un meilleur vivre ensemble. La société passe tout doucement d'une vision de la « génération handicapée » à celle de la « génération handicapable », alors, faisons en sorte que notre université suive ce mouvement.

Commission communication

Informer les étudiant·e·s sur la structure et les actions de l'AGL

Notre objectif numéro 1 doit être la transparence. Nous devons mieux expliquer aux étudiant.e.s quelle est la structure de l'AGL, quels sont nos objectifs et nos résultats, ainsi que comment ils et elles peuvent y participer. Cet objectif pourrait se réaliser par la création de plus de contacts entre l'AGL et les délégués et d'incitations à faire s'impliquer les étudiant·e·s. Cet objectif pourrait se réaliser via la transmission de vive voix au sein des auditoires des informations ainsi que la systématisation de l'épinglage par les délégués sur les groupes de cours Facebook des liens Internet tant se rapportant aux cours, professeurs, facultés, BDE & UBE, KAPs, Cercles & Régionales qu'à l'AGL (Groupes de Travail, Commissions, Conseil, Comité). Il pourrait par ailleurs s'effectuer via la revivification de l'AGL TV, ainsi que par la coopération avec

Louvainfo et ses composantes pour rendre plus dynamique et interactive la transmission des informations concernant les étudiants auprès de ceux-ci.

Créer du lien entre les étudiant·e·s et leurs représentant·e·s

Nous devons nous efforcer à toujours être proches des étudiant·e·s que nous représentons, afin d'éviter de nous isoler dans des hautes sphères et de devenir inaccessibles. Pour cela, nous devons augmenter le nombre de rencontres formelles et informelles et conviviales entre les acteurs de l'AGL et les étudiant·e·s. Plus largement, chaque personne investie à l'AGL doit devenir un·e de ses ambassadeur·rice auprès du public étudiant.

Faire participer les étudiant·e·s à la démocratie et à la représentation

La plupart des étudiant·e·s pense qu'il faut être élu·e pour s'impliquer à l'AGL, alors que c'est loin d'être le cas. Nous devons les informer sur l'implication qu'ils peuvent prendre dans les thématiques qui les intéressent. Cela passe forcément par le fait d'inviter systématiquement au Conseil AGL les étudiant·e·s particulièrement concerné·e·s par les points à l'ordre du jour, tout comme poursuivre avec le concept d'Assemblées Générales où les étudiant·e·s seront les act·eur·rice·s princip·aux·ales. à caractère informatif, formatif & ayant valeur consultative pour le processus décisionnel où les participant·e·s seraient les étudiant·e·s-mêmes davantage que les représentant·e·s étudiant·e·s. Ces dernier·ère·s pourraient ainsi prendre conscience de la diversité des dossiers traités et par-là envisager d'apporter leur pierre à l'édifice en s'engageant dans l'une des Commissions.

Commission archives

Revaloriser la fonction et la richesse archivistique de l'AGL

Les archives sont la mémoire de l'AGL. Les nier, c'est inscrire sa législation dans une indépendance naïve, fautive et trompeuse. Nous sommes les héritier·ère·s et dépositaires d'une longue histoire et nous devons nous inscrire dans la continuité. Nous inventorierons tous les fonds d'archives afin de mieux connaître les décisions prises jadis et afin d'envisager nos décisions dans la durée.

Commission communautaire

Étudiant·e·s internationaux·ales

Cette année, sous la pression des recteurs, il a été voté que le plafond du minerval des étudiant·e·s à l'université hors UE sur la liste des "Pays en Voie de Développement" s'élève maintenant à 12 525 euros. Ce montant représente 15 fois le minerval d'un étudiant belge. Nous avons travaillé avec la FEF au sein de l'ARES, mais le résultat est là pour l'instant 4175 euros seront exigés pour l'année prochaine et aucune certitude n'est donné quant à une nouvelle augmentation de ce minerval. À cela s'ajoute le fait que les étudiant·e·s concerné·e·s doivent réussir avec 60 crédits leurs années pour être exonéré·e·s des droits majorées. Face à cette injustice il est primordial qu'avec la CGEI et le collectif "Non à la hausse du minerval des étudiant·e·s hors UE" que nous continuons de nous mobiliser. La fin que nous poursuivons est que le même minerval soit appliqué à tou·te·s les étudiant·e·s.

Woluwe

S'engager dans les problématiques liées aux soins de santé

Les problèmes concernant les soins de santé vont rester probablement récurrents l'année qui arrive. Du sous-financement, d'une planification rigide et erronée et d'une gestion corporatiste et court-termiste découlent de nombreux problèmes. Parmi eux les incohérences vécues par les bac1 autour des différents concours et examen d'entrée, la pénurie de place d'assistantat en particulier pour la double cohorte, et le manque de pédagogie, de travaux pratiques et d'ouverture sociétales pour toutes les années.

Face à cela, nous nous adresserons aux problèmes particuliers : annulation du concours, changement des modalités de l'examen d'entrée, revendiquer une meilleure ouverture sur l'extérieur dans le cursus (aussi bien dans le contenu des cours que pour les échanges internationaux), assouplissement des critères de maîtres de stage, un financement suffisant pour former les assistant-e-s.

Responsable multi-sites

Fusion UCLouvain - Université Saint-Louis

Après le remou provoqué par cette fusion, nous nous devons de rester attentif aux enjeux de celle-ci, et aux conséquences qu'elle portera sur les étudiant·e·s actuels de l'UCL, afin que ceux-ci ne perdent ni droits ni avantages liés. Dans le cas où cette fusion est effective, l'objectif est également d'intégrer les étudiant·e·s de Saint Louis dans l'AGL, de veiller au respect scrupuleux des avancées obtenues, de poursuivre la dynamique de coopération entre les corps de l'université comme contrepoids et fournisseurs d'alternatives aux autorités.

Remboursement du coût des trajets inter-sites dans le cadre des cours/stages.

Les étudiant·e·s sont confronté·e·s très souvent à la nécessité de se déplacer dans le cadre de leurs études. Qu'il s'agisse de stages, d'enquêtes, de "terrains" ou d'activités plus ponctuelles, il est plutôt exceptionnel durant son cursus de ne pas avoir à se déplacer. Nous demanderons à l'UCL de mettre en place une procédure de remboursement des trajets entre les sites de l'UCL et vers les autres établissements d'enseignement dans le cadre des cours, et en faire de même pour les déplacements vers les lieux de stage et de formation.

Rapporter à l'AGL et résoudre les demandes spécifiques des sites.

Dans la lignée de ce qui a été accompli, il est nécessaire rester à l'écoute des spécificités et demandes des tous (infrastructures sportives, animations, logements, formations AGL, écologie, etc.) les sites de l'université, afin de garantir une représentativité correcte de leurs volontés et craintes. Nous serons donc attentif à nous rendre régulièrement sur les sites, d'assurer une connexion directe entre nous. Nous nous assurons du bon lien entre les sites, que ce soit Mons, Woluwe, Tournai, Saint-Gilles, Louvain-la-Neuve, Charleroi et peut-être bientôt Saint-Louis, selon la conclusion de la fusion.

Responsable des cours méta-métis

Introduction

Les Méta-Métis sont des cours durant lesquels un intervenant extérieur à l'organisation du cours vient pour apporter un éclairage différent sur la matière enseignée au sein du cours. Ils visent à réintroduire le débat au sein-même des auditoires, lieu essentiel de la vie universitaire, afin que les étudiants interviennent de façon active dans le cours. Si l'orateur vient du sud, il s'agit d'un cours Métis. Celui-ci a pour vocation d'instaurer un rapport différent du Nord avec le Sud. Si l'intervenant amène un regard interdisciplinaire ou épistémologique sur la matière abordée, on parle de cours Méta.

Rôle du responsable méta-métis

L'AGL nommera un responsable méta-métis dont la mission sera d'augmenter le nombre de cours méta-métis au sein de toutes les facultés. Il aura notamment pour rôle de communiquer sur le sujet et d'assurer la gestion de la page Méta-Métis sur le site de l'AGL. Par ailleurs, le responsable tiendra compte des éventuels retours et de faire les liens avec les collaborateurs.

En définitive, il faut s'assurer de disposer d'un large éventail d'intervenants accessibles. Notons que Louvain coopération travaille depuis plusieurs années à l'organisation de cours méta.

Responsable des formations

Former les membres de l'AGL

Puisque chaque étudiant·e intéressé·e est amené à occuper des responsabilités ou même des mandats, nous devons mieux les former en début de législature. Pour cela, et afin de résoudre le problème d'absentéisme, nous devons dynamiser le Conseil par la promotion des débats, la publicité des questions traitées et l'invitation d'intervenant·e·s extérieur·e·s, pour apporter des points de vue et des positions nouvelles. Pour ce faire, un week-end AGL devra être organisé chaque quadrimestre pour favoriser la cohésion de groupe ("team building") et former les membres à des sujets et thèmes adéquats.

Former tou·te·s les étudiant·e·s

L'AGL veut former des étudiant·e·s critiques et citoyen·ne·s, qui pourront être des acteur·rice·s de la société de demain. L'enseignement universitaire forme les étudiant·e·s aux différentes matières, de manière *ex cathedra*, sans véritablement les encourager à l'implication.

Pour cette raison, nous organiserons des séances de formations et d'information, ainsi que des conférences afin de sensibiliser les étudiant·e·s aux enjeux qui les concernent (politiques, économiques, transition écologique, sociétaux, *etc.*). Ces formations doivent inciter les participant·e·s à recourir à leur esprit critique face à l'information médiatique et à susciter leur curiosité.

A cette fin, le ou la format·eur·rice devra collaborer avec les autres responsables de commission ou de thématiques, ainsi qu'avec des acteur·rice·s de terrain tels que les Kots-à-projet, les collectifs, associations, asbl ou autres acteur·rice·s concerné·e·s par les diverses thématiques traitées. Ces formations et cafés-débats auront aussi le mérite de favoriser les contacts des étudiant·e·s entre-eux et avec l'AGL.

Dans le même ordre d'idée, nous mettrons en place des plateformes de décryptage & clarification des décisions politiques affectant les étudiant.e.s.

Logistique

Des salles à disposition des étudiants

Nous voulons que l'AGL continue à assurer la disponibilité de salles pour divers évènements de la vie étudiante et ce, à des prix démocratiques. Aussi, nous désirons toujours rendre ces salles plus accueillantes pour les étudiant.e.s en ajoutant les commodités nécessaires.

La mise à disposition de la Salmigondis se terminant en septembre 2018, il sera important de militer pour une nouvelle salle de grande taille mise à disposition des étudiant.e.s

Des locaux mieux équipés

Nous désirons que les étudiant.e.s venant dans les bureaux AGL soient reçus dans les meilleurs conditions et que le matériel de travail soit bénéfique pour une meilleure productivité des étudiant.e.s et personnes travaillant à l'AGL. Que ceci soit en matière de qualité du matériel de bureaux ou d'accès à internet.

Equipe

Président: Santiago Dierckx

Secrétaire-Général: Mathieu Fraipont

Vice-Président Enseignement: Charles Lurquin

Vice-Président Social: Blaise Mottoulle

Vice-Président Multi-sites: Guillaume De Galan

Vice-Présidente Transition écologique: Anaïs De Munck

Trésorière: Cécile Gérard

Responsable Animation: Antoine Aspeel

Responsable Communautaire: Solange Morales

Responsable Formation: Jean Lagneaux

Responsable Ouverture sociétale: Eléonore Haddioui

Responsable Communication: Ruth Grâce Paluku-Atoka

Responsable Logistique: Melvyn Kuetgens

Responsable PEPS-HTM: Tiphaine Suire

Responsable Méta-Métis: Martin Neale

Responsable Représentants: Mathilde Fraipont

Responsable Archives: Célestine Moreau

Responsables Woluwe: Pierre Vaillant et Robin Pouch

Rédactrice de la Savate: Pamela Giunta

Présidente du Conseil: Hélène Langumier

Présidente UBE: Dilay Karakadioglu

CGEI: à pourvoir